

M. Perrault: Monsieur l'Orateur, avant que nous nous séparions pour dîner, je cherchais à montrer que l'Organisation pour l'unité africaine a adopté une résolution à Addis-Ababa qui disait essentiellement que les Africains veulent trouver des solutions africaines à la crise nigérienne. Ils n'ont que faire de la charité dont certains d'entre nous voudraient peut-être les faire bénéficier ou s'y croient tenus. Un ressortissant de l'un des États émergents me disait: «Quels seraient vos sentiments si le Canada traversait une crise et que six États africains décident unilatéralement de lancer un pont aérien en Saskatchewan sans en parler au gouvernement de la province ou du Canada?» Le chef de l'opposition loyale de Sa Majesté (M. Stanfield) sait que des attitudes pareilles se manifestent aux Nations Unies, et il a dû les constater pendant son séjour. Je signale simplement que, malgré l'attitude de l'Organisation pour l'unité africaine, les initiatives canadiennes pour résoudre de façon permanente et durable la tragédie nigérienne comptent parmi les meilleures du monde.

J'ai sur moi une chronologie partielle de certaines de nos tentatives mais, auparavant, je voudrais citer la position officielle adoptée par la Suède aux Nations Unies:

Nous déplorons les obstacles continuels que nous rencontrons en voulant appliquer les mesures de secours.

Gordon Pape a exposé certaines de ces difficultés le 19 novembre 1969 dans la *Gazette* de Montréal. L'auteur est un membre respecté de la tribune des journalistes de la Chambre des communes. Il a déclaré dans son article qu'on a de plus en plus l'impression que l'aide au Biafra n'est pas entravée par l'inaction du gouvernement dans ce secteur mais plutôt par le général Ojukwu. Voici la suite de son article:

Le gouvernement des États-Unis, selon des ordres reçus directement du président Nixon, a donc cherché à obtenir du Nigéria des garanties selon lesquelles on n'entreprendrait aucune opération militaire de ce genre et on ne générerait pas les vols.

Il s'agit des vols de secours entrepris durant le jour.

Malgré ces assurances, le Biafra a de nouveau rejeté la proposition du 24 octobre en déclarant qu'il préférerait l'acheminement des secours par bateau, ce qui constitue une opération impossible.

Les Nations Unies n'approuvent guère l'intransigeance du général Ojukwu et des autorités biafraises. Comment le Canada peut-il être contre le Biafra puisqu'on doit la négociation de cet accord à une initiative canadienne? Cet accord devait garantir que les terrains d'atterrissage ne seraient pas bombardés si l'on entreprenait des vols de secours durant le jour. Or, on a rejeté ce plan.

[M. l'Orateur suppléant.]

M. Stanley Burke, qui se voue corps et âme à l'amélioration du sort des jeunes Biafrais, a dit l'autre jour, d'après les journaux—j'espère qu'on l'a mal cité—que le Canada ne faisait rien pour alléger les souffrances du Biafra. Je tiens à signaler que jusqu'à la fin du mois de mars dernier l'aide fournie au Biafra s'est chiffrée à \$952,594 sans compter une aide de \$1,491,514 qui s'est frayée un chemin à travers le Nigéria. Le total de notre aide se monte alors à 2.8 millions de dollars. Au regard de ces chiffres, comment peut-on dire que le Canada n'a rien contribué pour aider le Biafra?

Pour revenir au discours du ministre suédois des Affaires étrangères aux Nations Unies, voici la suite de ses paroles:

Les États africains considèrent que leur organisation pour l'unité africaine a des responsabilités et des possibilités particulières pour ce qui est de contribuer à une solution. Nous considérons cette attitude comme raisonnable et réaliste.

Je tiens à signaler à mes amis sociaux-démocrates à l'autre bout de la Chambre, que les Canadiens, eux aussi, ont trouvé cette attitude raisonnable et réaliste. Sans aucun doute, les députés qui assistaient à la session des Nations Unies en tant qu'observateurs parlementaires, l'ont-ils également estimée telle à la suite des discussions qu'ils ont eues avec les Biafrais et les Nigériens. Grâce aux bons offices du gouvernement, on avait ménagé des conférences pour leur permettre d'entendre les arguments des deux camps. Il est significatif de constater que certains de ces députés s'abstiennent de participer à ce débat parce qu'ils comprennent les difficultés auxquelles le Canada et les Nations Unies ont à faire face. Ils apprécient également les efforts accomplis, en dépit de ces difficultés.

S'il faut en croire le représentant de la Norvège, l'Organisation de l'unité africaine pourrait résoudre le conflit; son gouvernement a-t-il ajouté, estime que cette organisation est particulièrement bien qualifiée pour trouver une base permettant une solution négociée. Les autres pays scandinaves ont adopté des positions similaires. Ils considèrent que la manière dont l'OUA envisage un accommodement pour mettre fin à la tragédie est raisonnable. Le Canada appuie cette position ainsi que la plupart des nations dirigeantes du monde.

Aujourd'hui, les membres du gouvernement sont mis au pilori et condamnés. Le très honorable député, un ancien premier ministre, a déclaré que nous opposons un défi aux espoirs des Canadiens, que nous avons refusé de porter la question devant les Nations Unies. Je lui dirai que le 16 septembre, lors d'une